



Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 30 novembre 2017

À la une

En marge de la **Journée mondiale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles**, Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a lancé hier le second volet de la campagne « Arrêtons-les » (veilles des 26 octobre et 29 novembre, [l'ensemble des spots est disponible sur Dailymotion](#)). Alors que la première campagne visait à faire prendre conscience de la gravité de leurs actes aux auteurs d'agressions sexistes ou sexuelles, la nouvelle campagne cible les violeurs. Elle vise à qualifier le viol et à dénoncer les auteurs. Les 93 000 viols ou tentatives de viols enregistrés en France chaque année couvrent des réalités diverses. Cinq nouvelles animations diffusées sur internet et les réseaux sociaux mettent en scène cinq situations ; les faits sont différents mais la qualification reste la même : c'est un viol. La campagne rappelle en particulier que dans 90 % des cas, les viols ont été commis par une personne connue de la victime et dans 45 % des cas, c'est le conjoint ou l'ex-conjoint qui est l'auteur des faits. Elle souligne également que le viol est un crime et insiste sur les sanctions : les violeurs encourent des peines allant de 15 ans de réclusion criminelle à 20 ans pour les viols avec circonstances aggravantes. [Retrouver le communiqué sur notre site.](#)



International

Dans un communiqué du 30 novembre, l'**Institut européen pour l'égalité de genre** (EIGE, [qui s'est aussi mis en orange à l'occasion de la campagne mondiale](#)) indique que pour la première fois l'« Index de l'égalité des sexes dans l'Union européenne » (veille des 24 et 26 octobre) inclut les chiffres comparés des violences faites aux femmes dans l'**Union européenne** dans chaque État membre. [Les chiffres de l'EIGE montrent que les violences sexuelles et sexistes sont répandues, graves et sous-déclarées.](#)

Associations

Pour la deuxième année consécutive, **BPW France** publie son catalogue de Noël, à destination des enfants, des parents et des distributeurs de jouets. Devant un marché du jouet de plus en plus segmenté, cantonnant les filles aux jouets d'imitation les renvoyant à la sphère domestique, [l'association propose un catalogue de Noël non-genré](#), pour permettre aux enfants de se construire à l'abri des stéréotypes de sexe et ainsi soutenir un développement durable inclusif.

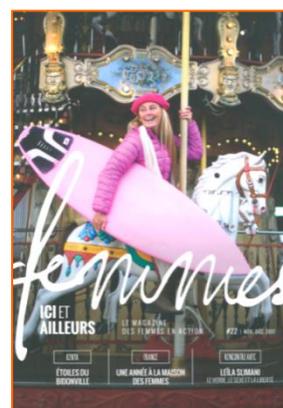


APPELEZ LE 3919
Appel anonyme et gratuit.

« Lancer un SOS pour échapper à un ennemi intime. Appeler à l'aide à l'extérieur, composer le 3919 », [c'est le message du nouveau clip « A l'intérieur »](#) de **Solidarité Femmes**, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre. « *Dehors, dedans, la peur, toujours... Un scénario à la Hitchcock, qui est pourtant le quotidien de milliers de femmes* ».

Parutions

Trois magazines ont été déposés sur notre bureau ces derniers jours. Les belges d'**Axelle** (n° 203 – novembre 2017) consacrent leur dossier aux chiffres et aux mots des violences envers les femmes. Le mensuel publie plusieurs témoignages et se pose la question de « *l'enjeu politique et culturel* » des statistiques sur les violences masculines. Pour Leïla SLIMANI, à la une de **Clara Magazine** (n° 164 – novembre/décembre 2017), « *la société ne peut que s'ouvrir si elle s'affranchit du carcan du patriarcat* ». Le dossier du numéro est consacré au « *féminisme intersectionnel* » et tente de répondre à la question « *Ce qui nous divise est-il plus fort que ce qui nous rassemble ?* ». Enfin, **Femmes ici et ailleurs** (n° 22 – novembre 2017) propose également une rencontre avec Leïla SLIMANI. Le magazine a aussi passé « *un an à la Maison des femmes* », dresse le portrait de la photographe Élodie SUEUR-MONSENERT, et se plonge dans le plus grand bidonville d'Afrique, au Kenya, où une initiative offre à des enfants l'opportunité de faire de la danse classique.



Revue de presse

WEINSTEIN – Sous le titre en forme de question « *Un évènement historique ?* », Laure MURAT consacre la chronique « *Historiques* », dans **Libération** du 30 novembre, aux suites de l'affaire WEINSTEIN : « *Alors que les États-Unis ont aussitôt pris la mesure de l'affaire Weinstein* », souligne-t-elle, « *les élites françaises préfèrent l'évitement* ». L'historienne ironise sur le « *tweet grotesque* » de BHL (pour défendre un présentateur suspendu suite à des accusations de violences sexuelles) et les « *petits cris d'orfraie* » poussés par Alain FINKIELKRAUT... « *Où sont les intellectuels français - je parle des hommes exclusivement - pour exprimer clairement leur solidarité envers les femmes et proposer des pistes de réflexion sur la nécessité d'en finir avec le patriarcat ?* », se demande Laure MURAT. Pour être totalement à jour sur le sujet, revenons sur la photo twitée par Marlène SCHIAPPA deux jours avant la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes : un point noir dans sa main pour lutter contre les violences conjugales ([Retrouver les explications sur France Info](#)). Rappelons que la ministre a été l'invitée de la matinale d'**Europe 1** et de l'émission « *Le téléphone sonne* » sur **France inter** le 27 novembre, et de de la matinale de **France Info** le 28 novembre. Elle a eu l'occasion de revenir sur l'importante actualité en matière de sexisme et de violences sexistes et sexuelles. À propos de la cérémonie de passation de pouvoir entre Benjamin GRIVEAUX et sa remplaçante Delphine GÉNY-STEPHANN, Marlène SCHIAPPA a souligné qu'appeler des femmes politiques par leur prénom était du « *sexisme ordinaire (...)*. *Une mauvaise habitude qu'il faudrait perdre* ». En effet, à deux reprises, le ministre de l'Economie, Bruno LE MAIRE, a souhaité la bienvenue à « *Delphine* » à Bercy, en omettant son nom de famille, alors qu'il a félicité « *Benjamin GRIVEAUX* » pour sa nomination comme porte-parole du gouvernement.



INCLUSION – Encore quelques articles à signaler sur l’écriture et la grammaire inclusive (« *Le débat linguistique qui agite la France* », selon l’**Agence France presse** qui publiait un papier d’angle sur le sujet le 11 novembre). Il semble que la circulaire du Premier ministre (veille du 24 novembre) ait finalement décrispé le débat. D’ailleurs « *L’Académie française évolue sur la féminisation de la langue* », annonce **Le Figaro** du 24 novembre, et elle va se pencher sur la question « *d’ici çà la fin de l’année* ».



« *La langue peut-elle faire avancer l’égalité ?* », se demandait de son côté **La Croix** du 22 novembre qui ne croit pas que les changements opérés sur la langue puissent avoir une influence sur la parité. Le quotidien aussi publie une tribune de Jean PRUVOST, directeur éditorial d’une maison d’édition : « *L’écriture inclusive, coûteuse et discourtoise* ». « *Faire changer une langue, c’est un sacré travail* », estime en effet Alain REY (photo), linguiste et lexicographe qui a longtemps présidé aux destinées du dictionnaire **Le Robert**, dans le supplément « Idées » du **Monde** du 25 novembre (la une et deux pages). Il revient sur les récentes controverses autour de la place du féminin dans le français. En fin de compte, rappelle « *cet amoureux des mots* » : « *c’est l’usage qui a raison* »... Enfin, **Libération** du 30 novembre titre son portrait de dernière page : « *Péril pour Immortel-le-s* » (avec les points médians !). Il est en effet consacré à Éliane VIENNOT (photo) : « *l’historienne féministe plaide, contre l’Académie, pour l’apprentissage d’un français démasculinisé* ».



NON MIXTE – **Libération** du 30 novembre a rencontré « *Les affranchies de la mixité* ». Le quotidien a enquêté sur « *les espaces exclusivement féminins* » qui, selon lui, « *se multiplient* ». « *Au-delà des polémiques sur les lieux réservés exclusivement aux femmes, des initiatives montrent que cette séparation peut être source de liberté ou de créativité* », souligne **Libération**.

ÉCOLE – À la une de **L’Humanité** du 28 novembre « *Les écoles d’Espérance banlieue, un danger public* ». Le quotidien a enquêté sur ces établissements hors-contrat et jugent que, sous un « *masque social* », ils « *portent une conception réactionnaire et rigoriste de l’éducation* ». Le journal souligne entre autre qu’« *en matière d’éducation, on appréciera aussi de voir les filles balayer la cour, faire la vaisselle collective, nettoyer les tables à grande eau... pendant que les garçons jouent au football* ».

BIBLIOTHÈQUE – Deux nouveaux articles à signaler sur le sort de la **Bibliothèque Marguerite Durand** (veilles des 8, 25 août, 18 septembre et 2 octobre). Sous le titre « *Mobilisés pour la bibliothèque des femmes* », **Le Parisien** du 20 novembre rend compte du rassemblement pour demander la sauvegarde de cette bibliothèque « *unique en France* » qui doit déménager « *dans un lieu loin de faire l’unanimité* ». **L’Humanité** du 27 novembre hausse le ton et consacre sa rubrique « *Ils n’ont pas honte !* ». « *Sauvons les archives femmes !* », s’exclame le quotidien qui indique que [la pétition en ligne pour la bibliothèque](#) a dépassé les 10 500 signatures.

NUMÉRIQUE – « *Les femmes sont sous-représentées dans le numérique. Le résultat d’un sexisme latent, qui se traduit par leur mise à l’écart du secteur et la persistance de biais intériorisés* ». Cette semaine, en couverture de **L’Usine nouvelle** : « *Le sexisme à l’heure du digital* ». L’hebdomadaire spécialisé souligne que « *la domination des hommes s’est imposée dans la tech française* ». « *Mais des acteurs se mobilisent pour soutenir les femmes et valoriser leurs réussites* », indique le journal qui estime qu’« *il y a urgence* ». Et de publier un entretien avec Marlène SCHIAPPA. « *La secrétaire d’État à l’Égalité entre les femmes et les hommes planche sur un dispositif pour intégrer plus de femmes à la french tech* », annonce **L’Usine nouvelle**.



PÉNIBILITÉ – Sous le titre « Invisible pénibilité du travail féminin », **Le Monde diplomatique** de décembre rappelle que « pour faire passer le recul de l'âge de la retraite, le précédent gouvernement français avait promis la création d'un compte personnel de pénibilité, ouvrant le droit à un départ plus précoce ». « Non seulement les critères ont été réduits par l'actuelle équipe, mais la plupart avaient été définis en fonction du travail masculin », souligne le mensuel. « Les facteurs de risques encourus par les femmes demeurent occultés, comme les gestes répétitifs ou les tâches liées au nettoyage et aux services à la personne ».

GARDE ALTERNÉE – **Le Monde** daté du 30 novembre ouvre le débat dans ses pages sur la proposition de loi relative au principe de garde alternée des enfants (veille du 24 et 29 novembre). « La loi doit clarifier le rôle des parents séparés », écrit l'ex-député socialiste Erwann BINET qui se félicite du recours de plus en plus fréquent à la garde alternée, mais estime que « le débat doit être élargi aux responsabilités et aux devoirs des adultes ». De leur côté les associations féministes déjà engagées dans le combat contre cette proposition (veillées des 9, 15 et 24 novembre), publient dans une tribune intitulée « Contre la garde alternée automatisée », affirmant notamment que la proposition de loi « crée un droit d'ingérence dans la vie des couples » et « relègue l'intérêt supérieur de l'enfant au second plan ». « La grogne monte contre la garde alternée « systématique » », constate de son côté **Le Figaro** du 30 novembre qui souligne que l'**Association des juristes de France** juge que « c'est l'intérêt de l'enfant qui doit présider au choix de sa résidence ».



HISTOIRE – « À l'heure où les femmes étudient, travaillent et font entendre leurs voix, on commence à porter un regard critique sur la grande histoire, qui les a souvent oubliées ou caricaturées ». Intitulé « Ces pionnières qui ont fait l'histoire », le n° 49 (décembre 2017) des **Grands dossiers des Sciences humaines** dresse les portraits de quelques-unes de ces femmes célèbres dont la contribution à l'évolution du monde et des sociétés a souvent été majeure.

TENNIS – C'est une légende : le 20 septembre 1973, une femme, Billie JEAN KING (photo), battait l'ex numéro un mondial de tennis Bobby RIGGS, alors retraité, mais qui se vantait de pouvoir battre la championne, lors d'une rencontre hyper médiatisée intitulée alors « Battle of the sexes ». Devenue un symbole de la lutte pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, elle est aujourd'hui portée à l'écran par Jonathan DAYTON et Valerie FARIS, avec Emma STONE et Steve CARELL dans les deux rôles principaux (« *Billie Jean King. Et l'égalité prit l'avantage* », **Libération** du 22 novembre).



Photos © DR - **Direction générale de la cohésion sociale** - Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
dgcs-sdfe-synthese@social.gouv.fr – <http://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/>